

Peace Now a riposté en taxant ces factions de manque de réalisme et en les accusant d'empêcher, en fait, de mobiliser la population autour d'une solution de compromis. Ce conflit interne a gravement terni le rôle dirigeant de *Peace Now*, qui disposait pourtant de la plupart des ressources matérielles et du meilleur réseau d'appuis extérieurs, tant en Israël qu'à l'étranger. En somme, à cause de cette division, les pacifistes n'ont pas pu offrir de solution de rechange viable sur le plan politique ; ils ont gaspillé leur énergie et terni, de façon générale, la crédibilité de leur mouvement en tant que force raisonnable et efficace.

Quatrièmement, le mouvement pacifiste s'est trouvé pris entre les attentes des Juifs et celles des Arabes. La population juive a exigé qu'il dise clairement à qui allait sa loyauté première. En effet, les activités pacifistes n'étaient tolérées que si le mouvement du même nom se déclarait partie intégrante du peuple israélien et s'il subordonnait tout autre intérêt au consensus national. Toute identification patente à la cause palestinienne était considérée comme déloyale, voire assimilée à une trahison.

Les Palestiniens, quant à eux, ont trop attendu du mouvement pacifiste. Ils ont sous-estimé le poids des pressions exercées sur ses membres pour les rallier au consensus national, ce qui les a empêché de voir quelle était réellement l'allégeance fondamentale de leur mouvement. Les dirigeants palestiniens les plus modérés de Cisjordanie, interlocuteurs de longue date du mouvement, se sont de plus en plus impatientés face à l'hésitation et l'extrême prudence des pacifistes. Pendant ce temps, ces derniers comprenaient mal le silence des Palestiniens après des actes terroristes.

Les Palestiniens ont également été déçus de voir que la plupart des groupes pacifistes refusaient de les appuyer dans leur demande de retrait total et inconditionnel d'Israël de Cisjordanie et de Gaza, et de création d'un état palestinien indépendant.

En outre, nombre de Palestiniens pensaient que l'*Intifada* déclencherait dans l'État hébreu une immense vague de protestations, semblable à celle soulevée par la guerre du Liban, mais il n'en fut rien.

Au début, ils ont attribué la tiédeur de l'appui de leurs alliés israéliens potentiels au fait que le soulèvement faisait relativement peu de victimes juives et que les affrontements n'avaient lieu que dans les territoires occupés. Toutefois, ils ont fini par se rendre compte que les manifestations n'ont pas pris l'ampleur escomptée parce que, pour les Israéliens, la question palestinienne touche au cœur même de l'État hébreu, et qu'une action plus énergique de leur part aurait compromis leur adhésion au consensus national. Les Palestiniens, comme la plupart des Israéliens, ont donc demandé que le mouvement pacifiste exprime clairement sa position. Étant donné que la grande majorité des pacifistes se considéraient d'abord comme sioniste, même en rejetant l'opinion majoritaire sur la question palestinienne, ils ne pouvaient guère réagir autrement qu'ils l'ont fait.

CINQUIÈMEMENT, LE MOUVEMENT PACIFISTE ISRAËLIEN S'EST EMPÊTRÉ DANS les contradictions de sa propre image. Il est trompeur de vouloir comparer sa vision du monde à celle de ses homologues occidentaux. En effet, les principaux thèmes du pacifisme occidental (la contre-culture post-matérialiste, l'anti-étatisme, l'écologie et l'anti-nucléaire) sont secondaires en Israël. De même, il ne faut pas s'attendre à y retrouver les convictions internationalistes et pacifistes. S'il est vrai que la paix qui, dans le contexte israélien, signifie l'absence de guerre, est souhaitable en tant que telle, il n'en demeure pas moins que la plupart des pacifistes israéliens la prônent parce qu'elle contribuerait, selon eux, à la sécurité et au bien-être de la nation, et ce sont là des convictions profondes qui ne sont pas si différentes de celles de la majorité des Israéliens.

De plus, à l'instar de la classe politique israélienne dans sa majorité, le mouvement pacifiste est partisan du réalisme politique, tout en se réclamant de principes moraux universels. Même si ses membres rejettent plusieurs des grands postulats qui sous-tendent les politiques officielles en matière de diplomatie et de sécurité (ex. : dans le conflit israélo-arabe, il y aura toujours un gagnant et un perdant ; pour sa sécurité, Israël doit absolument

maintenir de larges zones tampons ; et la marge de manoeuvre du pays est dangereusement étroite), le mouvement pacifiste n'en semble pas pour autant capable de couper le cordon ombilical qui le relie au courant politique dominant. Il reste déchiré entre son irrésistible besoin d'appartenance et son désir sincère de changer la sombre réalité.

La force de cet attachement capital est perceptible dans les réactions éminemment émotives de certaines figures de proue du mouvement face aux attitudes de plus en plus anti-israéliennes des Palestiniens après le déclenchement de la crise du Golfe. M. Yosi Sarid, député de la Knesset, que beaucoup considèrent comme l'incarnation du mouvement, a violemment critiqué les Palestiniens pour leur soutien à Saddam Hussein et a fait savoir qu'il ne renouerait pas de si tôt le dialogue avec eux. Pour justifier ce revirement de situation, il s'est efforcé d'expliquer l'ambivalence de son mouvement vis-à-vis des Palestiniens :

Je ne me sens ni trahi, ni dupé, parce que je n'ai jamais cru en eux.... Ce que je croyais, c'est qu'ils avaient atteint un degré de maturité suffisant pour comprendre où sont réellement leurs intérêts.... Je pensais qu'après avoir traversé une période plutôt difficile, ils s'étaient rendu compte qu'ils avaient intérêt à accepter et à reconnaître l'existence de l'État hébreu.... En fait, ce qui s'est passé, c'est qu'ils ont agi en totale contradiction avec leur cause fondamentale et, ce faisant, ils nous ont fait énormément de tort à tous.... Par leur comportement insensé et dangereux, ils nous ont ramené dix ou vingt ans en arrière.¹

La volte-face de M. Sarid a défrayé la chronique, mais tous les pacifistes ne l'ont pas suivi. M^{me} Shulamit Aloni, femme politique également proche du mouvement, a rejeté l'argument de M. Sarid et résumé le dilemme des pacifistes en ces termes :

Pourquoi serais-je déçue par la position des Palestiniens ? Qu'ai-je fait pour eux ? La gauche israélienne n'est qu'une partie intégrante du gouvernement israélien, de l'ordre établi.... Nous avons essayé de faire entendre la voix de la morale. Nous étions l'opposition, nous avons posé des questions et essayé de modifier le programme. Nous avons crié et interrogé.... Mais, en réalité, nous n'avons rien accompli.

Le gouvernement a continué de dominer les territoires, d'y bafouer les droits de la personne, d'y détruire et d'y tuer ; et nous sommes complices, parce que nous ne nous sommes pas révoltés. Nous sommes des citoyens respectueux des lois.

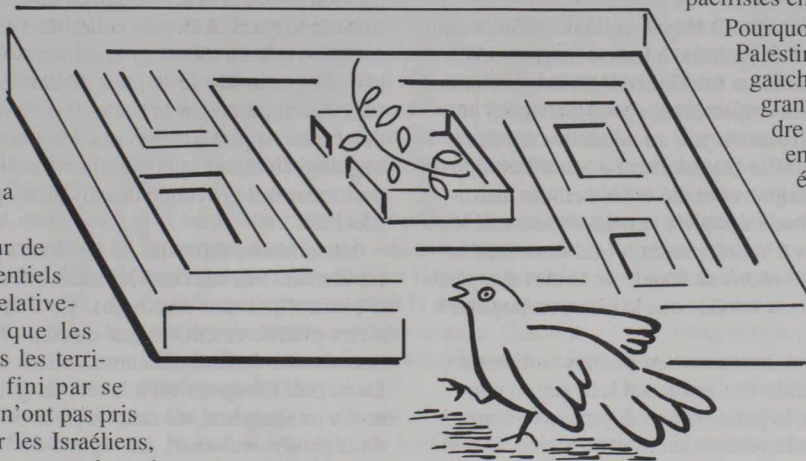
Nous accomplissons notre service militaire. Nous ne violons pas la loi qui nous interdit de rencontrer des représentants de l'OLP. Par conséquent, nous sommes complices. Les Palestiniens ne nous doivent rien. Il n'y a pas eu d'histoire d'amour entre nous. J'ai toujours dit qu'ils sont des ennemis, mais c'est avec l'ennemi qu'il faut dialoguer.²

Malgré tous les facteurs qui contribuent à réduire considérablement l'incidence politique du mouvement pacifiste israélien, celui-ci continue à vivre. La vie des mouvements sociaux en général, et celle des mouvements pacifistes en particulier, est souvent marquée par de longues périodes d'hibernation et même de silence. Des événements ponctuels comme la visite de M. Sadate en Israël ou la guerre du Liban en 1987 sont plus susceptibles de favoriser une résurgence du pacifisme qu'un phénomène prolongé comme l'*Intifada*.

Quoi qu'il en soit, même dans sa situation actuelle, le mouvement pacifiste constitue manifestement un défi à l'obsession «sécuritaire» dominante et il donne de la substance au débat politique national. En dénonçant continuellement les atrocités et la mauvaise conduite des autorités, il continue à mettre l'accent sur les dilemmes moraux que l'occupation des territoires pose à Israël. □

1. Cité dans un article de Gideon Levi, intitulé «Yosi Sarid Is Attacking», Haaretz, 24 août 1990. [En hébreu ; citation traduite par l'auteur.]

2. Cité dans un article de Tom Segeve, intitulé «No One Should Look For Shulamit Aloni», Haaretz, 24 août 1990. [En hébreu ; citation traduite par l'auteur.]



Bernice Eisenstein